



**Bac Blanquer 2022 :
des conditions de travail insupportables pour les personnels,
une désorganisation totale de la fin d'année scolaire**

Les organisations syndicales SNES-FSU, SNALC, SNFOLC, SUD, CGT dénoncent la mise en place de la réforme Blanquer du baccalauréat 2022 et continuent à en demander l'abrogation.

La mise en place des épreuves de spécialité en mai a rendu les conditions de travail de l'ensemble des personnels (enseignants, personnels administratifs, vie scolaire), insupportables. A la charge de travail habituelle de fin d'année se rajoutent la surcharge des corrections renforcée par la multiplication des sujets liée aux aménagements des épreuves. Cette charge de travail trop lourde les place dans des situations intenable. Par exemple, les professeurs de français peuvent à la fois être convoqués pour corriger l'épreuve anticipée, participer au grand oral et corriger l'épreuve de HLP (humanité, littérature, philosophie). Les 4 demi-journées de décharge, décidées au niveau national, certes nécessaires, ne résoudront pas les nombreuses difficultés auxquelles seront confrontés les personnels, l'expérience déjà vécue par les collègues de lycée professionnel pour l'organisation des CCF en est la preuve. Elles doivent cependant relever de la liberté pédagogique exclusive des enseignants correcteurs.

Nos organisations syndicales entendent faire respecter les droits des personnels face aux pressions de certains chefs d'établissement et apportent leur soutien aux collègues qui prendront le temps qu'ils estimeront nécessaire pour effectuer un travail de correction adéquat.

A cela s'ajoute une désorganisation complète de la fin d'année scolaire dans les lycées. Après la reconquête du mois de juin, dans certains établissements, il s'agit maintenant pour les élèves de Seconde et de Première ne pas perdre le mois de mai. Suite à la pandémie que nous avons connue, les conséquences en termes d'apprentissages sont désastreuses.

Par ailleurs, **l'utilisation de la plateforme de correction en ligne Santorin, déjà imposée à certaines disciplines depuis quelques années, se généralise sans concertation.** Celle-ci permet une surveillance en temps réel infantilisante, constitue une aberration environnementale, est susceptible d'augmenter la fatigue liée au travail de correction, et permet de modifier les lots de copie tout au long de la période de correction.

La meilleure façon de mettre fin à cette situation intenable pour les enseignants et au chaos dans les établissements est de revenir à un baccalauréat national, avec des épreuves ponctuelles, terminales et anonymes. C'est l'exigence de milliers de personnels signataires de la pétition FO, SNES FSU, SNEP FSU, CGT, SUD, SNALC....

Les organisations SNES-FSU, SNALC, SNFOLC, SUD, CGT appellent les personnels à se réunir en heure d'information syndicale et en assemblées générales afin d'exprimer leurs revendications et appellent à un rassemblement devant le rectorat le mercredi 25 mai 2022 à 14 heures 30 pour y exprimer leurs revendications :

- **Le respect total de la liberté pédagogique des enseignants-correcteurs de poser leur 4 demi-journées de correction selon leurs propres contraintes ;**
- **La limitation à 35 copies par correcteur ;**
- **La rentrée des notes d'épreuve de spécialité fin juin comme pour la philosophie ;**
- **La fin de la surveillance des enseignants-correcteurs par la Plateforme Santorin, et la généralisation de la correction des copies papiers pour tous ceux ou celles qui le souhaitent ;**
- **Le non-cumul des missions de corrections et de passation des épreuves : épreuves de BTS, de baccalauréat ou de DNB.**
- **Le rétablissement du baccalauréat national et des épreuves terminales, ponctuelles et anonymes en juin.**